

L'avenir du Parti communiste de Belgique et sa lutte pour la démocratie

par E. BURNELLE,
Président du Parti Communiste de Belgique.

★

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

J'ai répondu avec beaucoup d'empressement à la demande de l'Institut belge de Science politique car je considère qu'il est extrêmement important, comme l'a dit tout à l'heure Monsieur le Président, que sur tous les problèmes avec lesquels la Belgique est confrontée, nous puissions avoir un dialogue qui pourrait se développer et, de ce dialogue, nous pourrions, tous ensemble, aborder les problèmes avec le plus d'idées et le plus d'efficacité.

Sur la convocation, il est inscrit que je traiterai du problème du Parti communiste et de la façon dont nous voyons son avenir. Sans doute est-ce une idée qui peut être contestée, de dire que le Parti communiste ait un avenir en Belgique ? Je veux bien admettre cette idée parce qu'il y a eu depuis le début du siècle pas mal de partis révolutionnaires qui se sont constitués et certains ont sombré. Pour qu'un parti révolutionnaire parvienne à se maintenir, à se développer, il faut qu'il puisse le faire en tenant compte de certaines situations, de certaines conditions, de certaines réalités. Pour le moment, est-ce que le Parti communiste existe ? Je pense que oui. Il existe non seulement parce qu'il a des locaux, parce qu'il fait de la propagande, qu'il a un groupe parlementaire, parce qu'il tient des assemblées, qu'il fait des cortèges, mais c'est là chose connue de tout le monde, c'est une façon élémentaire d'affirmer son existence. Je crois qu'il faut voir l'existence du Parti communiste comme un fait qui est normal. Pourquoi ? Parce que son existence est liée à une réalité et qu'il est l'expression d'une certaine réalité. Le Parti communiste est une formation politique qui ne s'est pas développée toute seule ; c'est une formation politique qui s'est développée dans le courant du mouvement ouvrier belge et qui puise ses origines dans le parti ouvrier belge, surtout du siècle dernier. Aujourd'hui, il fait partie des forces socialistes de notre

pays. Je ne dis pas qu'il fait partie du Parti socialiste belge ou qu'il ait envie d'en faire partie. Je dis qu'il fait partie de tout ce qui peut être considéré maintenant comme les forces socialistes, c'est-à-dire les forces qui se prononcent pour un changement fondamental de la société et pour substituer à une direction minoritaire du pouvoir, une formation majoritaire composée de l'émanation des forces démocratiques de notre pays parmi lesquelles la classe ouvrière jouerait un rôle important.

Permettez-moi — pour faciliter mon exposé, pour m'aider à poursuivre mon développement — de souligner deux aspects du Mouvement Ouvrier belge du siècle dernier : d'abord un mouvement objectif, un mouvement qui s'est préoccupé des questions sociales, qui a lutté contre les conditions de vie atroce de la classe ouvrière et dont le Parti Ouvrier belge a été l'expression politique. Je me permets, en passant, de rendre hommage à l'activité du Parti Ouvrier belge au siècle dernier car il a su incarner les aspirations sociales et politiques de la classe ouvrière de notre pays, dénoncer avec vigueur et avec succès une série de carence et de retards et être le moteur des solutions qui devaient triompher. Mais, à côté de ce mouvement social qui est tout à l'honneur du Parti Ouvrier belge, il y a eu, vous le savez, un mouvement politique vers la conquête du suffrage universel, vers le développement de la démocratie dans notre pays. Et je me permets d'associer ces deux éléments, d'associer étroitement le mouvement social pour les pensions, pour les règlements du travail, pour les habitations à bon marché, pour toute la série des revendications sociales, pour le règlement des problèmes qui étaient présents à l'époque avec le mouvement pour le suffrage universel et le développement de la démocratie. Ce mouvement social est passé dans la suite à un stade supérieur et le mouvement pour le suffrage universel est le mouvement qui s'est déroulé dans la suite avec une expression politique supérieure, le suffrage universel étant devenu une arme pour mieux régler les problèmes qui continuaient à se poser sur le plan social et sur le plan politique. Sans doute, le suffrage universel n'a-t-il pas justifié les espérances que les travailleurs mettaient en lui au siècle dernier ? Quand nous relisons les publications du siècle dernier, nous sommes frappés par une certaine naïveté dans la conception du suffrage universel et sur ce qu'il pouvait apporter. On croyait normalement, au siècle dernier, que le suffrage universel allait permettre de régler au fond tous les problèmes. On sait qu'il n'en a pas été ainsi et qu'il y a eu des défaillances et des limitations.

Je reprends mon exposé en le plaçant à l'époque actuelle et en continuant à souligner l'étroite corrélation qui existe entre le mouvement social et le mouvement politique de défense de la démocratie. Je pense qu'il en a toujours été comme cela. Il en a été ainsi au siècle dernier, il en est ainsi dans ce siècle et il en a été ainsi lorsque le peuple français a fait ce magnifi-

que effort pour conquérir plus de droits lors de la Révolution française de 1789 dont Jaurès en a si bien exprimé l'idée centrale. Jaurès saluait le développement de la démocratie avec la Révolution française de 1789 pour les promesses sociales qu'elle contenait. Jaurès faisait lui aussi cette liaison qui était valable pour le XVIII^e siècle. Mais passons très vite aux événements d'aujourd'hui.

Passons aux événements d'aujourd'hui avec la place que tient le Parti communiste, que tiennent les révolutionnaires du Parti communiste devant ces événements et je vais me permettre d'essayer devant vous de dégager ce que nous considérons comme l'originalité du révolutionnaire, du militant révolutionnaire de notre époque, à notre stade. Le militant révolutionnaire essaye d'incarner toutes les aspirations qui surgissent des masses populaires et en particulier en ce qui concerne les communistes, de la classe ouvrière. Le nombre de ses revendications est formidable. Nous serions incapables de dresser la liste plus ou moins complète des principales revendications qui animent maintenant les masses populaires. C'est plutôt un catalogue que nous serions obligés de dresser si nous voulions faire ce point. Et, en ne prenant, par exemple, qu'un problème, celui de la sidérurgie, qui se pose actuellement avec une acuité extraordinaire et qui est en train de menacer l'existence non seulement de la Wallonie mais des travailleurs de Wallonie. Je prends un exemple immédiat pour permettre ma démonstration : quand nous disons : « Les patrons ont très mal géré l'industrie sidérurgique », c'est une idée qui n'est pas originale, c'est une idée qui est exprimée par tout le monde en Wallonie. Tout le monde admet — quand je dis « tout le monde », j'entends « une grosse majorité sans doute » — que les patrons ont géré l'industrie sidérurgique sans plan et sans perspective. Si je prends un autre exemple : la guerre au Viet-Nam, dont les horreurs nous sont révélées avec insistance par la radio et la télévision chaque soir, tout le monde admet que c'est une guerre abominable et qu'il faudrait que les bombardements américains cessent. Par conséquent, quand les communistes disent cela, il ne disent rien d'original, tout le monde le dit et l'originalité du Parti communiste et des révolutionnaires n'est pas de se confiner dans l'expression de ces positions justes ou de les exprimer avec plus ou moins de bonheur, plus ou moins d'éloquence ou plus ou moins de chaleur. L'originalité, c'est de faire aboutir ces revendications en tout ou en partie et de les faire cheminer, de distinguer parmi toutes ces revendications celles — et je vais revenir à l'exemple de la sidérurgie — qui sont venues à maturité, de les faire avancer, d'aider à ce que se constitue un vaste front pour les faire avancer, le plus large possible, qui les rende irrésistibles et qui les amène à leur réalisation. Et je dois vous dire que le Parti communiste consacre l'essentiel de son temps, l'essentiel de ses efforts, l'essentiel de ses recher-

ches à choisir dans chacun des problèmes qui sont importants et animent le pays, à choisir la revendication fondamentale, celle qui permet de rallier tous les efforts et d'avoir des succès d'efficacité assez rapides. Reprenons le problème de la sidérurgie : lorsque les ouvriers manifestent et lorsqu'on écoute les militants syndicaux, les mots d'ordre sont en nombre énorme. Vous avez le mot d'ordre « Arrêt des licenciements », « Statu quo de l'emploi », « Reconversion de la Wallonie », « Plan d'investissements », « Contrôle de l'investissement », « Nationalisation », etc... Ce n'est pas original pour un militant ouvrier de faire l'énumération de tous ces objectifs. L'originalité, pour un révolutionnaire d'action, c'est de choisir dans cette série de revendications et d'exigences, celle qui peut avoir un succès rapidement et un succès sans doute par la lutte, par un effort tenace qui ne parviendra pas à être imposé tout de suite. Il me semble que pour le problème de la sidérurgie, indépendamment des objectifs qui tous sont valables et qui tous recevront sans aucun doute leur solution, il y en a un qui devrait pouvoir triompher rapidement, c'est « Arrêt des licenciements » — « Statu quo de l'emploi ». C'est ce qui fait dire à certains que les communistes sont des modérés, qu'ils ne sont plus des révolutionnaires, qu'ils développent une activité de droite parce qu'ils centrent leurs efforts sur un mot d'ordre, sur un objectif. Est-ce que ce sera facile de faire triompher ce mot d'ordre : « Arrêt des licenciements » ? Non. Le Gouvernement ne veut pas agir dans ce sens-là, les patrons sont résolus à continuer les licenciements pour pouvoir faire ou plutôt donner à leurs investissements le maximum d'efficacité. Il faudra imposer ce mot d'ordre à travers une bataille terrible, extrêmement persévérante, avec beaucoup de force et c'est précisément là l'originalité du Parti communiste de Belgique, que de s'être fixé dans le domaine de la sidérurgie, un mot d'ordre sur ce qu'il faut absolument faire triompher avec tout le monde, pas seul. Nous ne comptons pas faire triompher un tel mot d'ordre avec nos 5 ou 6 députés, avec nos quatorze ou quinze mille membres, nous comptons faire triompher ce mot d'ordre avec l'ensemble des travailleurs de la Belgique parce que ce mot d'ordre est voulu, ce n'est pas nous qui l'avons décrété, ce n'est pas nous qui l'avons inventé, c'est un mot d'ordre général, c'est un mot d'ordre qui triomphe dans les pensées d'abord, c'est un mot d'ordre que nous appuyons et ce mot d'ordre, c'est la garantie que les autres mots d'ordre seront un jour suivis et recevront une solution efficace. On peut bavarder beaucoup sur des plans d'investissements. Si on nous annonce qu'ils seront traduits dans la réalité — on ne sait pas encore quand — et que l'on permet maintenant de continuer à licencier des travailleurs, cela veut dire que les travailleurs commencent à être battus, cela veut dire que ceux que nous considérons comme nos ennemis, comme nos adversaires

de tous les jours, les ennemis de notre classe, auront marqué des points. Or, arrêter les licenciements, c'est la garantie pour que les autres mots d'ordre puissent passer un jour. Et, lorsque nous avons l'occasion d'échanger des opinions dans des assemblées avec un public assez divers, que ce soit à la Chambre des Représentants, par exemple, où j'ai encore entendu développer cette idée il y a quelques jours, souvent, on admet que nous sommes entrés dans une période nouvelle. Moi, je crois que nous y sommes entrés aux environs de l'année 1959-1960, que la plupart des travailleurs de Belgique se rendent compte que la période que l'on vit aujourd'hui n'est plus la même que la période que l'on vivait il y a dix ans et les hommes politiques s'en rendent compte aussi parce que les citoyens belges, à travers les problèmes graves qui sont posés dans le pays, expriment de plus en plus cet avis qu'ils ne veulent pas continuer à être menés dans une direction où ils ne veulent pas aller. Il y a un divorce entre ce que veulent les gens, ce que veulent les citoyens belges et en particulier les travailleurs et ce que font le Parlement et le Gouvernement. Que ce soit en matière de paix, de politique extérieure, sur les solutions que proposent le Gouvernement et le Parlement pour maintenir la paix, que ce soit à l'occasion des problèmes sociaux, des problèmes économiques des problèmes de communauté, il y a sur tous ces plans des choses qui sont voulues avec insistance par l'opinion publique et qui ne trouvent pas leur expression au Parlement et au Gouvernement. Je vous dirais que c'est aussi un souci du Parti communiste d'essayer de bien comprendre la situation que nous vivons. Elle a des caractéristiques, elle offre des aspects vraiment nouveaux et vraiment originaux. Nous avons eu une manifestation qui s'est déroulée à Charleroi il y a quelques jours. Ne croyez pas, Mesdames et Messieurs, que cette manifestation était la répétition de manifestations antérieures. C'est une manifestation qui a présenté des aspects que l'on n'a jamais vus dans le pays, sans doute. Il est arrivé souvent à des travailleurs de défiler dans les rues, fort nombreux, mais, tout de même, il y a un certain nombre d'éléments que je ne vais pas passer en revue ici, mais des éléments qui tiennent au front commun entre la FGTB et les syndicats chrétiens, absolument nouveaux, des saluts étonnants qui viennent des doyens qui dirigent la communauté catholique de Charleroi, qui ont rédigé un message sympathique tout en étant très modestes à l'égard des manifestations et qui se sont immiscés dans la manifestation à leur façon pour l'aider, pour qu'elle réussisse, pour qu'elle ait un succès moral. Il y avait non seulement des représentants de cette communauté catholique mais aussi des députés de toutes les tendances. Il y avait évidemment des députés socialistes, des députés communistes, il y avait des députés du PSC qui sont en rupture ou qui vont entrer en rupture avec le PSC que nous considérons comme un parti réactionnaire

et dirigé par l'aile la plus réactionnaire de la Belgique. Il y avait même des députés PLP qui ne s'étaient pas annoncés mais qui, voyant défilier le cortège, ont été amenés à s'y joindre.

Il y a dans le pays une série d'idées qui sont devenues majoritaires et qui ne l'étaient pas il y a dix ans. Des idées majoritaires sur le plan de la paix, sur le plan des revendications, sur le plan des communautés, sur les divers plans économiques, des idées qui sont devenues majoritaires et que le Parlement ne traduit pas encore et que le Gouvernement traduit encore moins. Ce sont des idées majoritaires qui ont fait leur chemin depuis quelques années et je ne sais pas si les honorables membres de cette assemblée suivent tous les efforts que le Parti communiste a déployés pour aider ces idées majoritaires à s'exprimer. C'est un effort un peu souterrain qui n'a eu son expression que dans les journaux communistes au début. Nous n'avons pas mené cet effort tout seuls, bien entendu, mais nous avons pris une part importante à l'expression des idées majoritaires dans les usines notamment pour aider le travailleur à s'exprimer dans les ordres du jour. Oh, cela ne paraît pas quelque chose de fort révolutionnaire, mais tout de même, un ordre du jour qui traduit l'avis de centaines, voire de milliers de travailleurs sur des questions qui se posent en Belgique, c'est utile. Ces avis majoritaires se sont multipliés sur une série de plans pour aboutir à un événement important que l'on a perdu de vue, hélas, et que nous devons chaque fois rappeler : c'est le fameux referendum qui a eu lieu en Wallonie et qui a donné 650.000 signataires pour des changements de structure de notre Belgique. Le Parti communiste considère le Parlement comme un organe très important voire essentiel du fonctionnement de la démocratie dans notre pays. Nous sommes très attachés au Parlement et les travailleurs sont amenés à souffrir chaque fois que le Parlement ne traduit pas leur volonté ou va à l'encontre de leurs aspirations. Le Parlement a fortement évolué depuis un siècle ou depuis un siècle et demi. Au début, c'était un Parlement qui était élu uniquement par environ 40.000 petits et gros propriétaires de Belgique. Les classes dirigeantes étant à l'époque assez disparates, il y avait des capitalistes, des propriétaires, des petits industriels, c'était une classe qui paraissait assez hétérogène dans sa composition mais au fond, au point de vue politique, elle était unie. Les choses ont changé à partir du moment où, à la suite de la conquête du suffrage universel, le Parlement a vu arriver siéger sur ses bancs une partie importante de députés ouvriers. Mais, cette entrée des socialistes au Parlement a coïncidé avec des changements importants dans la composition de la classe dirigeante de notre pays. Les petits industriels, les petits propriétaires ont joué un rôle de moins en moins important dans la vie politique de la Belgique et ce sont les représentants des holdings ou ce que l'on appelle d'une façon plus imagée les puissances

d'argent qui avaient en mains la direction du pays, c'est-à-dire que les classes dirigeantes se sont rétrécies et ont augmenté en puissance. Elles se sont rétrécies à l'image de quelques dizaines de familles, comme c'est le cas dans notre pays. Ces classes dirigeantes ont exercé une pression que nous estimons intolérable sur le Parlement. Elles sont à l'origine de la crise du Parlement. Monsieur le Président disait tout à l'heure qu'il y a des crises dans beaucoup de domaines, c'est exact, mais la crise du Parlement est peut-être une des plus graves. Le Parlement est discrédité parce qu'il n'est plus l'écho de ce que veulent les masses populaires et il a encore eu l'occasion, ces derniers jours, de montrer ses difficultés d'appréhender un problème grave qui se pose dans notre pays. Je reviens encore au problème de la sidérurgie. Lors de la séance du Parlement de mardi dernier, le Ministre des Affaires économiques a expliqué suite aux questions qui lui étaient posées, que son rôle n'était pas de s'immiscer dans le problème de la sidérurgie. Il a dit cela au lendemain de la grande manifestation qui s'est déroulée à Charleroi. Le Ministre des Affaires économiques a dit : « Moi, je laisse aller les événements, je laisse aller les discussions entre les patrons et les ouvriers. Je ne m'immisce pas dans ce problème ». Est-ce normal ? Est-ce normal que jusqu'à présent le Parlement n'ait pas entendu l'exposé d'une perspective que se propose le Gouvernement dans le problème de la sidérurgie ? Ne nous trompons pas : par qui le problème est-il posé à la Chambre ? Par des interpellateurs, par certains députés qui reçoivent des réponses qu'ils jugent tous peu satisfaisantes. Jusqu'à présent, alors que le problème de la sidérurgie est posé avec l'acuité que vous connaissez, le Gouvernement a sans doute un plan, une perspective, je veux bien le croire, mais il n'a pas encore jugé utile de venir devant le Parlement en disant : « Voilà, il me semble que l'on pourrait régler le problème ». On ne lui demande pas d'avoir un plan précis, d'avoir un plan détaillé, un plan ne s'improvise pas, mais tout de même, il pourrait avoir des lignes directrices générales et venir les exposer au Parlement en demandant son avis. Il ne l'a pas encore fait. Il y a bien peu de députés qui le lui ont demandé et ceux qui ont demandé que le Gouvernement vienne devant le Parlement exposer son plan sur la sidérurgie, n'ont pas encore reçu une réponse satisfaisante. Les députés, pour faire valoir leur position à ce sujet, à la Chambre, ne disposent pas de moyens normaux. Vous savez, par exemple, alors que j'ai proposé que le Gouvernement vienne s'expliquer devant les Chambres, que je n'ai pas pu déposer un ordre du jour aussi clair que je l'aurais voulu. Lorsqu'on dépose un ordre du jour qui devra, peut-être, en certaines circonstances, être voté par les Chambres, il ne peut contenir — voyez le règlement de la Chambre — ni vœu, ni proposition. S'agit-il d'une pratique normale ? Le Parlement lui-même s'est privé d'une série de moyens d'agir et de

refléter l'opinion de la population. Vis-à-vis des problèmes qui se posent au Parlement, il y a deux directions qui s'affirment : les uns disent — et pour le moment, ils sont majoritaires — qu'il faut réduire les pouvoirs du Parlement, il faut les organiser dans le sens des restrictions, il faut supprimer les petits partis, il faut réduire l'activité des groupes parlementaires ou le concentrer dans certains domaines. Il y a les autres, et je crois qu'ils seront de plus en plus nombreux, et notamment les communistes, qui pensent qu'il faut chercher à régler le problème du Parlement à sortir de la crise du Parlement par plus de droits au Parlement de façon à ce qu'il puisse intervenir non pas pour se substituer au Gouvernement — ce n'est pas notre objectif — mais intervenir selon le rôle qui est le sien pour que les aspirations populaires trouvent une expression dans les débats parlementaires. Nous sommes donc pour plus de droits au Parlement.

Permettez-moi de revenir à la manifestation de Charleroi. Voilà une manifestation que tout le monde reconnaît comme formidable, qui aura des lendemains. Quand cette manifestation parviendra-t-elle à traduire les aspirations, ses aspirations sur la scène parlementaire ? Je vous ai dit toute la difficulté qu'il faudra vaincre. Il faudra qu'on arrive à faire un effort tous ensemble, entre ceux qui étaient à la manifestation de Charleroi, pour que les idées qui s'y sont exprimées soient discutées — il n'est pas question d'imposer — à l'aide d'un dialogue fructueux à la Chambre des Représentants et puissent y trouver leur expression. C'est le problème qui se pose. Faire des échos à la manifestation de Charleroi, pas seulement faire des échos strictement littéraires, mais développer les idées que l'on a applaudies à Charleroi, qu'on a trouvées justes et dont on cherche le chemin vers l'efficacité. Autrefois, au siècle dernier, au début de ce siècle, le suffrage universel a été un moyen pour permettre à certaines aspirations qui se manifestaient dans le pays de s'exprimer et de trouver des solutions efficaces à des problèmes posés. Il serait utile, dans une période comme celle-ci, où les problèmes sont plus amples qu'au siècle dernier, de trouver un chemin de façon à ce que le Parlement reflète cette volonté populaire. Et c'est une tâche que se propose le Parti communiste. Nous ne sommes pas les seuls à vouloir que le Parlement colle plus aux masses populaires. Il y a beaucoup de citoyens qui le veulent et nous espérons bien prendre notre place dans cet immense effort par une contribution originale, par une contribution qui trouvera sa source dans nos rapports étroits avec les plus grosses usines du pays. Ce sera une lutte à caractère révolutionnaire. Ce sera une lutte extrêmement opiniâtre que nous devons mener. Ce n'est pas une lutte de droite comme certains essayent de le suggérer parce qu'ils ont peur de la lutte ouvrière et qu'ils essayent d'avance de discréditer l'effort que développent les communistes.

Vous savez, dans un autre ordre d'idées, que le Parti communiste

soutient les idées de « fédéralisme ». Je dis tout de suite que nous sommes pour le fédéralisme parce que celui-ci nous permet une meilleure structuration de la Belgique. Nous sommes pour le maintien de la Belgique parce que vouloir la supprimer ou la couper en deux, ce n'est pas faire une œuvre progressiste, et d'ailleurs c'est à peu près impossible. La Belgique, c'est une construction historique. Il y a 130 ans, la Belgique pouvait être quelque chose quelque peu hétéroclite mais elle s'est constituée par l'effort du capitalisme. Le capitalisme, qui est l'ennemi de la classe ouvrière, a joué malgré tout un certain rôle progressiste en Belgique lorsqu'il a fait d'elle un pays centralisé avec une capitale ; je ne crois pas qu'il y a 130 ans, on considérait Bruxelles comme une capitale ; maintenant elle l'est. Elle est une capitale qui est le centre de la vie politique de la Belgique, qui est le centre des établissements bancaires, de la direction de l'économie, c'est une capitale valable. Il n'est pas question de couper les banques en deux, mais nous pensons que le fédéralisme qui postule le maintien de l'existence de la Belgique permet aussi, permet surtout de meilleurs rapports entre les communautés et du moment que les Wallons et les Flamands, chacun de son côté, régleront leur sort, exprimeront leurs aspirations et seront obligés de trouver une voie commune pour le maintien de la Belgique, ce fédéralisme aura des perspectives positives. Le Parti communiste fonctionne-t-il dans cet esprit ? Oui, depuis un certain nombre d'années, notre parti est organisé sur la base fédérative. Il a à sa tête un comité central valable pour tout le pays. Il se réunit en congrès national chaque année depuis un certain temps, il discute de tous les problèmes qui se déroulent à l'échelle de la Belgique et nous subordonnons le travail de ses organisations Wallonne et Flamande au travail national que doit accomplir le congrès. Il existe aussi des ailes dans notre parti, il y a une aile wallonne qui fonctionne au comité central, et également une aile flamande et il y aura au mois de février une conférence des communistes wallons et une conférence des communistes flamands et nous pensons que les structures que nous avons adoptées il y a un certain temps déjà et qui sont appliquées bien qu'elles ne soient pas encore dans les statuts, coïncident avec les vues que nous avons sur le développement de notre pays. Donc, le Parti communiste, dans son effort, compte sur la démocratie, sur son développement pour régler les grands problèmes économiques, sociaux et politiques qui sont posés dans notre pays. Nous avons l'ambition d'être une composante de ce vaste mouvement démocratique qui ne fait que commencer et nous avons l'ambition d'être une composante active, bien entendu. Nous avons l'ambition d'aider les travailleurs de Belgique à dégager ce qui a toujours été leur aspiration suprême, c'est-à-dire le mouvement objectif vers une société socialiste, une société qui sera dirigée non pas par des puissances d'argent mais une

société qui sera dirigée par tout le monde, par les forces ouvrières sans doute et par les forces des classes moyennes, par les forces catholiques, par les organisations ouvrières et par les diverses organisations démocratiques dans notre pays. Et nous espérons bien — ce sera notre effort — aller au socialisme et aux bouleversements très importants et fondamentaux, aux bouleversements révolutionnaires, par la démocratie, par le jeu normal du mouvement démocratique dans lequel personne n'essayera d'imposer sa volonté à son voisin. La meilleure façon de passer au socialisme par une voie démocratique, c'est développer la démocratie dès maintenant, c'est de régler les problèmes qui sont posés aujourd'hui, avec lesquels nous sommes confrontés, d'essayer de les régler tous ensemble par un immense effort démocratique. Ce sera la meilleure garantie que demain, la société socialiste sera instaurée et dirigée, non pas par une minorité — parce que ce serait mauvais — mais par l'expression de la majorité des classes sociales, des masses laborieuses à l'exception, bien entendu, des puissances d'argent. Devant nous s'ouvrent, nous le pensons, de vastes possibilités, et les classes dirigeantes devraient le comprendre. Elles devraient garder leur sang-froid devant les échecs qui les attendent parce que jusqu'à présent, nous avons connu une série d'événements à travers lesquels la classe dirigeante n'a pas conservé son sang-froid. Nous, les communistes, avons passé à la Cour d'Assises en 1923. On nous accusait de complot contre la sûreté de l'Etat. L'accusation s'est effondrée et la Cour d'Assises n'a pas su trancher dans un sens punitif mais je le rappelle, elle pourrait encore une autre fois rêver de solutions draconiennes et anti-démocratiques à l'égard des communistes. Vous connaissez le drame de l'incendie du Reichstag, vous connaissez le coup de force en Espagne en 1936. La classe dirigeante, sur le point de perdre une partie importante de ses prérogatives, pourrait peut-être perdre la tête. Plus nous serons unis, plus le mouvement démocratique sera uni pour imposer les solutions qu'il veut, plus il saura inspirer de respect à la classe dirigeante et l'empêcher de commettre des actes de folie.

Voici, exposée très brièvement, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la position du parti à l'égard des problèmes sur lesquels nous étions sollicités. Je l'ai exposée avec le plus de franchise possible et en vous remerciant, en remerciant surtout l'Institut belge de Science politique de m'avoir permis de donner l'avis de mon parti à cette tribune, je me déclare à votre disposition pour répondre aux diverses questions qui pourraient être posées.

